

Les Maliens approuvent la réponse à la COVID-19 mais s'attendent à plus d'aide aux ménages

Dépêche No. 587 d'Afrobarometer | Ousmane Z. Traoré

Résumé

La pandémie de COVID-19 a causé jusqu'à présent des millions de victimes à travers le monde, en plus d'avoir bouleversé les différentes activités économiques (Alfaro & Jeong, 2020). Depuis l'apparition du premier cas au Mali le 3 janvier 2020 jusqu'au 6 janvier 2023, 32.770 cas confirmés ont été enregistrés dans le pays, dont 743 décès (Organisation Mondiale de la Santé, 2023). À l'instar d'autres pays, le gouvernement malien a mis en place plusieurs mesures de prévention, déployé la vaccination anti-COVID-19 et mis à disposition des fonds dans le but ultime de freiner la propagation du coronavirus (Traoré & Diarra, 2021).

La fermeture des frontières aérienne et terrestre sauf au transport de marchandises ; la fermeture des écoles, bars et restaurants ainsi que des lieux de cultes ; les mesures barrières telles que la distanciation sociale ; le couvre-feu nocturne de 21 heures à 5 heures ; et l'interdiction de tout rassemblement de plus de 50 personnes étaient les mesures de prévention adoptées par l'État malien.

La campagne de vaccination quant à elle a enregistré jusqu'à présent une faible adhésion des citoyens. En effet, jusqu'au 18 décembre 2022, seulement 12% de Maliens ont reçu les deux doses requises de vaccin anti-COVID-19 (Organisation Mondiale de la Santé, 2023).

Par rapport à la gestion des fonds anti-COVID-19, des actes de corruption et de détournements de fonds ont été révélés. Les pertes ont été estimées à environ 82 millions de dollars américains (Africanews, 2022 ; Sissoko, 2022).

Les résultats du Round 9 de l'enquête Afrobarometer font la lumière sur les perceptions des Maliens sur la pandémie de COVID-19.

La majorité des répondants affirment n'avoir pas reçu le vaccin contre la COVID-19, et beaucoup manquent de confiance envers le vaccin. Même si près de la moitié d'entre eux pensent que beaucoup de ressources destinées à la lutte contre la COVID-19 ont été perdu à cause de la corruption, les Maliens approuvent les efforts du gouvernement dans la gestion de la réponse à la pandémie. Mais ils ne sont pas satisfaits de l'assistance apportée aux ménages touchés par la pandémie.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2022. Les enquêtes du Round 9 en 2022 sont réalisées dans au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Économie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens en juillet 2022.

Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017 et 2020.

Résultats clés

■ Impacts de la COVID-19

- A travers le pays, 3% des Maliens déclarent qu'un membre de leur ménage est tombé malade ou a été testé positif à la COVID-19.
- Un sur six citoyens (17%) affirment qu'un membre de leur ménage a perdu un emploi, une entreprise ou une principale source de revenus à cause de la pandémie.

■ Perceptions sur les vaccins contre la COVID-19

- Près de quatre Maliens sur 10 (38%) déclarent avoir reçu une vaccination contre la COVID-19.
- Le tiers des Maliens estiment qu'il n'est « pas du tout probable » (30%) ou « pas très probable » (2%) qu'ils se fassent vacciner.
- La moitié des Maliens disent faire « quelque peu » (15%) ou « beaucoup » (35%) confiance au gouvernement pour assurer la sécurité des vaccins contre la COVID-19.

■ La gestion de la pandémie

- Trois quarts (74%) des Maliens apprécient bien la gestion que le gouvernement fait de la réponse à la pandémie.
- La majorité des répondants se disent satisfaits des efforts du gouvernement pour réduire au minimum les perturbations dans l'éducation (57%) et pour assurer que les structures sanitaires disposent de ressources adéquates contre la pandémie (58%), mais plus de la moitié (52%) des citoyens se disent insatisfaits quant à l'assistance accordée aux ménages vulnérables.
- Près de la moitié (46%) des citoyens estiment que « beaucoup » de ressources destinées à la lutte contre la COVID-19 ont été détournées à cause de la corruption.

Impacts de la COVID-19

Un sur six Maliens (17%) affirment qu'un membre de leur ménage a perdu un emploi, une entreprise ou une principale source de revenus à cause de la pandémie, et 3% disent qu'un membre de leur foyer est tombé malade ou a été testé positif à la COVID-19 (Figure 1).

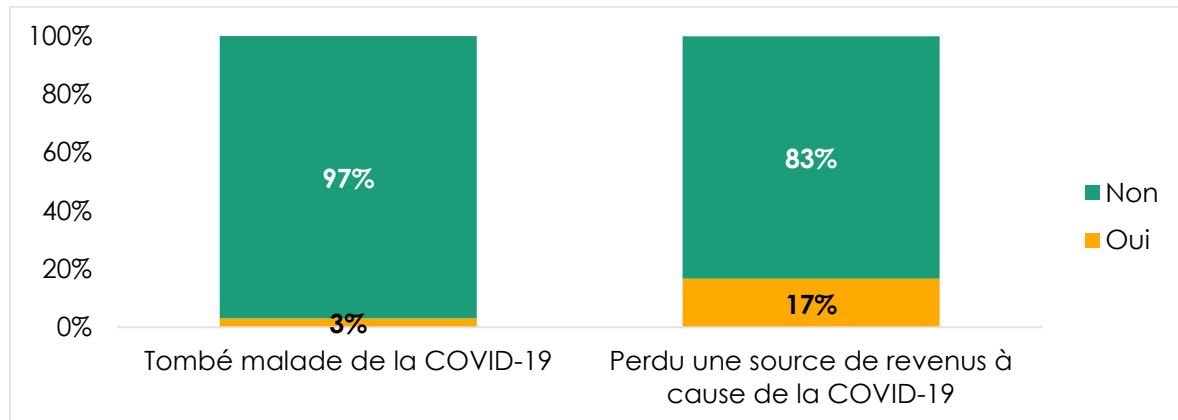
Le nombre de cas positifs semble plus important à Bamako (6%) et à Mopti/Tombouctou/Gao/Kidal (7%) que dans les autres régions du pays (Figure 2).

Les pertes de source de revenus dues à la COVID-19 sont plus fréquentes dans les villes (22%) que dans les villages (15%), par les non-nantis¹ (20%) que par les mieux nantis (13%-16%) et

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

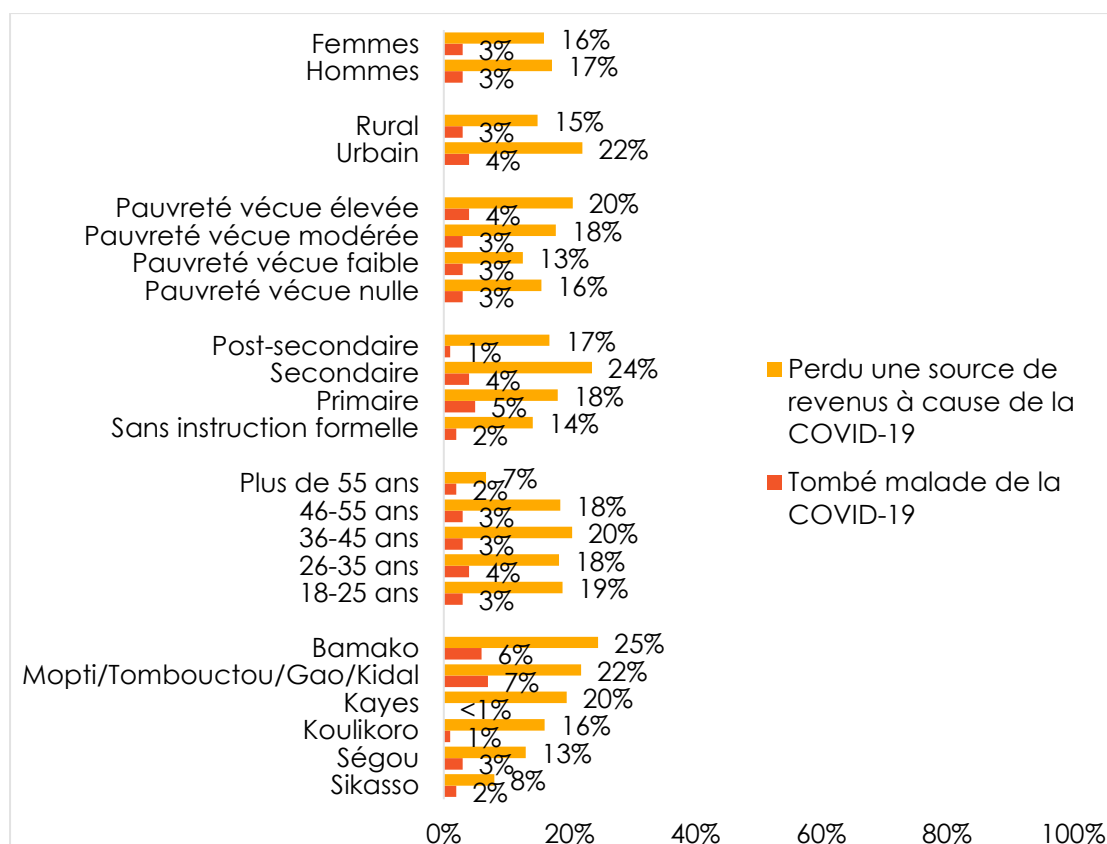
par les résidents de Bamako (25%) que par les résidents des autres régions. La perte d'une source de revenus est par contre moins courante chez les non-instruits (14%) et les personnes plus âgées (7%) que ceux qui sont instruits (17%-24%) et les personnes moins âgées (18%-20%).

Figure 1 : Impacts de la COVID-19 | Mali | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de la COVID-19 : Être tombé malade ou testé positif de la COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ?

Figure 2 : Impacts de la COVID-19 | par groupe démographique | Mali | 2022

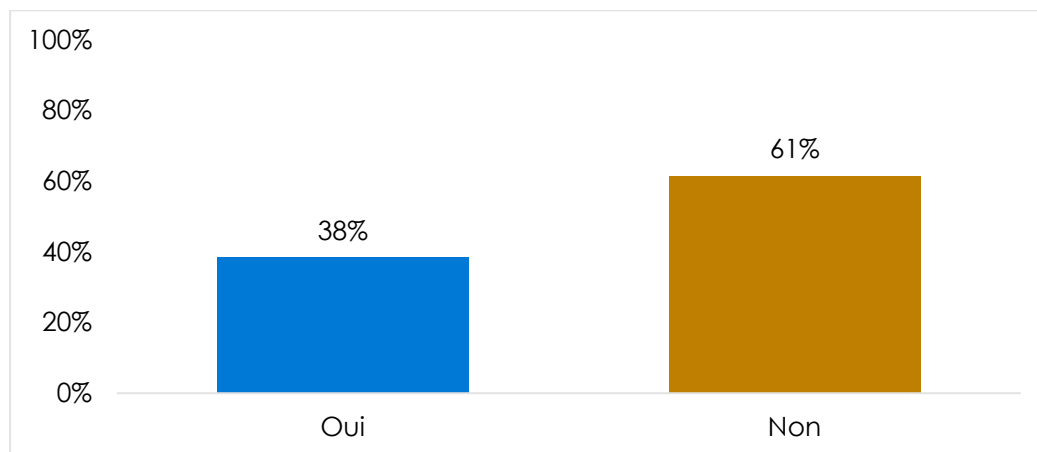


Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de la COVID-19 : Être tombé malade ou testé positif de la COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ? (% qui disent « oui »)

Perceptions sur les vaccins anti-COVID-19

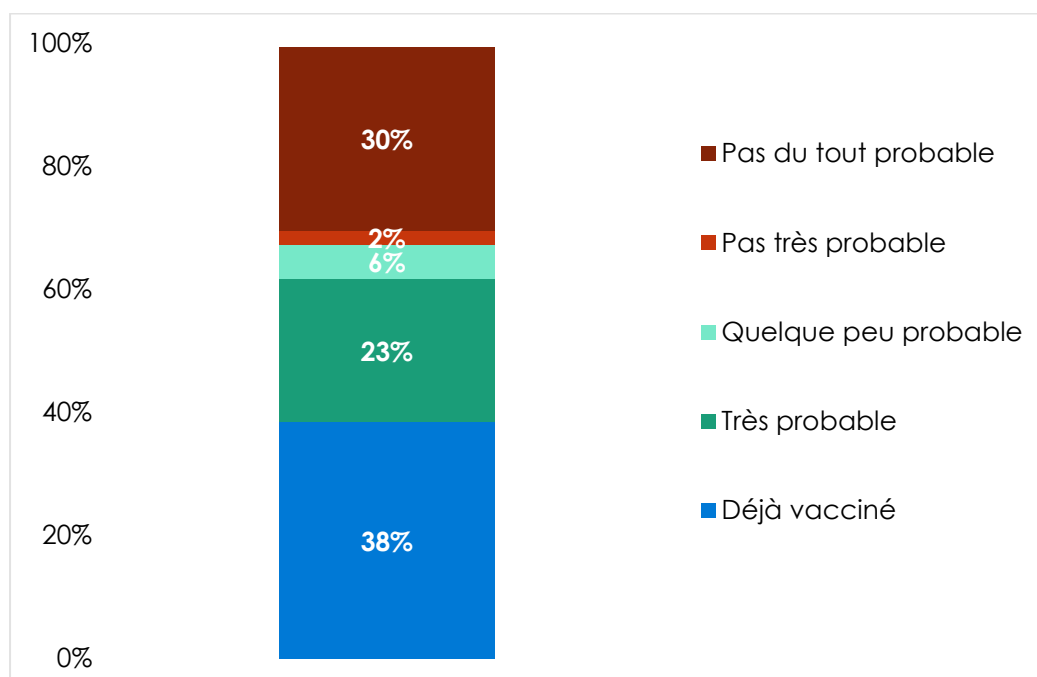
Près de quatre Maliens sur 10 (38%) déclarent avoir reçu au moins une dose d'un vaccin contre la COVID-19 (Figure 3). Six répondants sur 10 (61%) n'ont pas été vaccinés, dont certains affirment qu'il n'est « pas du tout probable » (30% de l'ensemble des répondants) ou « pas très probable » (2%) qu'ils se fassent vacciner. Trois Maliens sur 10 pensent qu'il est « quelque peu probable » (6%) ou « très probable » (23%) qu'ils se fassent vacciner (Figure 4).

Figure 3 : Avoir reçu une vaccination contre la COVID-19 | Mali | 2022



Question posée aux répondants : Avez-vous reçu une vaccination contre la COVID-19, une ou deux doses ?

Figure 4 : Probabilité de se faire vacciner contre la COVID-19 | Mali | 2022

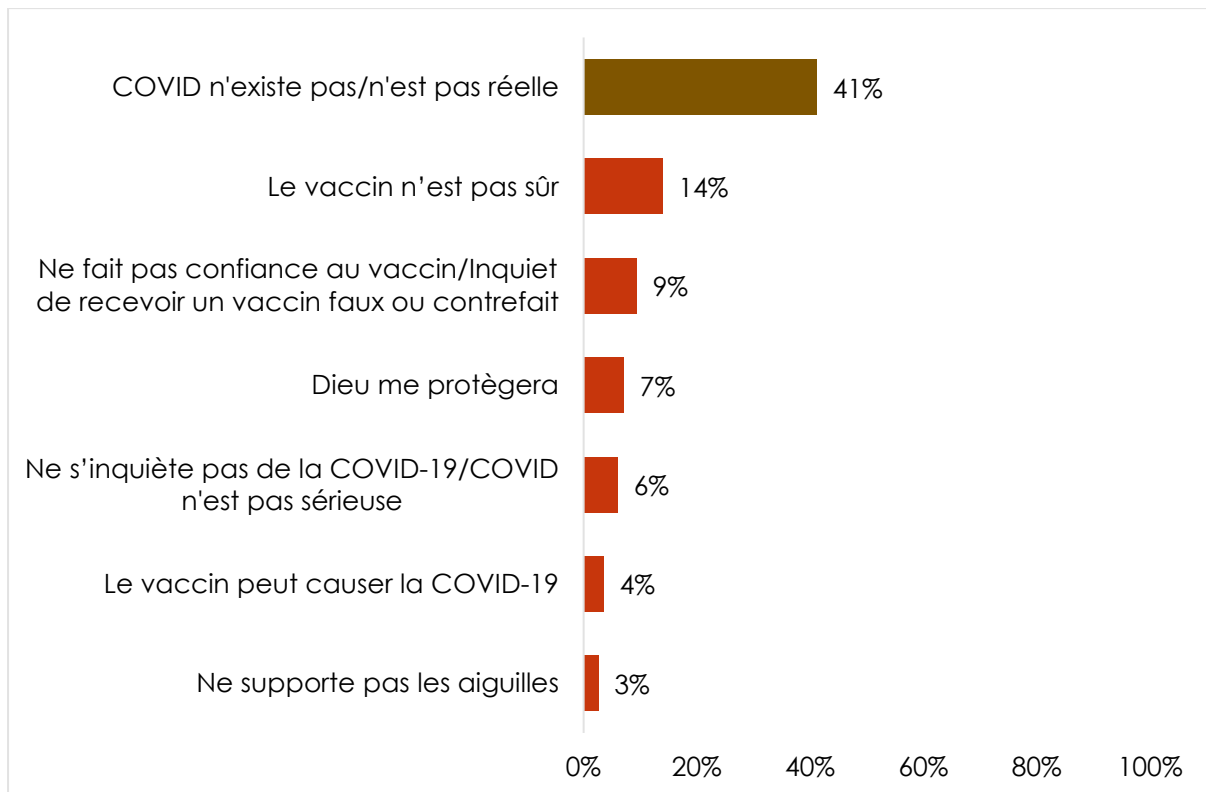


Question posée aux répondants : Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ?

Parmi les citoyens qui disent qu'il n'est pas probable qu'ils se fassent vacciner, la plus grande partie (41%) ne croient pas en l'existence réelle de la pandémie du coronavirus. Le quart

d'entre eux évoquent la sécurité du vaccin : Ils estiment que le vaccin n'est pas sûr (14%) ou ne font pas confiance au vaccin ou sont inquiets de recevoir un vaccin faux ou contrefait (9%). Certains croient que Dieu les protégera (7%), d'autres pensent que la COVID-19 n'est pas grave ou mortelle (6%). Pour 4% le vaccin peut causer la COVID-19, et 3% ne supportent pas les aiguilles (Figure 5).

Figure 5 : Raisons du rejet de la vaccination contre la COVID-19 | Mali | 2022

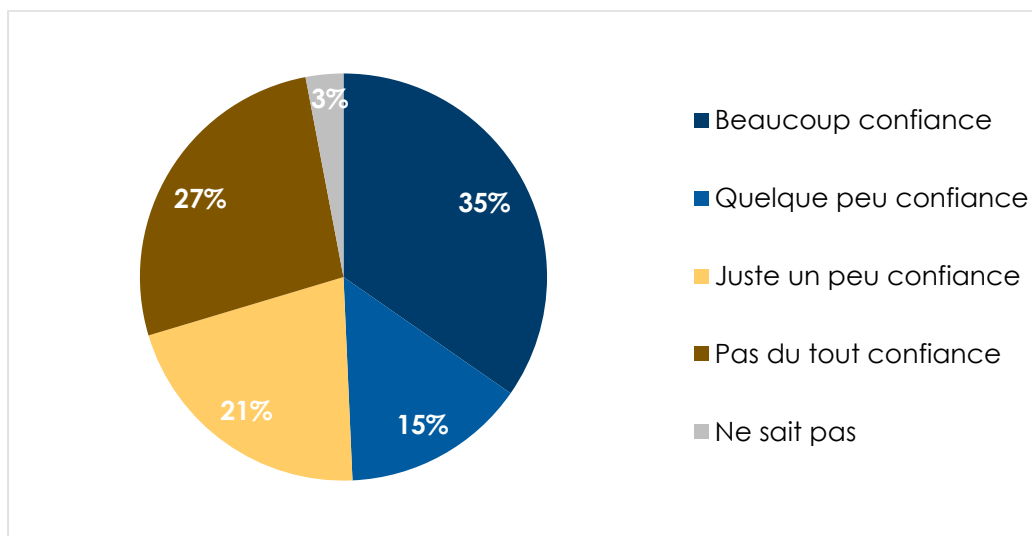


Question posée aux répondants qui disent qu'il n'est pas probable qu'ils se fassent vacciner : *Quelle est la principale raison pour laquelle il est peu probable que vous receviez un vaccin contre la COVID-19 ?*

La garantie de la sûreté du vaccin est un facteur déterminant de l'engouement pour la vaccination contre la pandémie de COVID-19. Les Maliens sont divisés quand il s'agit d'accorder leur confiance au gouvernement dans l'assurance de la sûreté du vaccin. Une moitié (50%) des citoyens disent faire « quelque peu » (15%) ou « beaucoup » (35%) confiance au gouvernement pour garantir la sécurité des vaccins contre la COVID-19, tandis que l'autre moitié (48%) disent lui faire « juste un peu » (21%) ou « pas du tout » (27%) confiance en la matière (Figure 6).

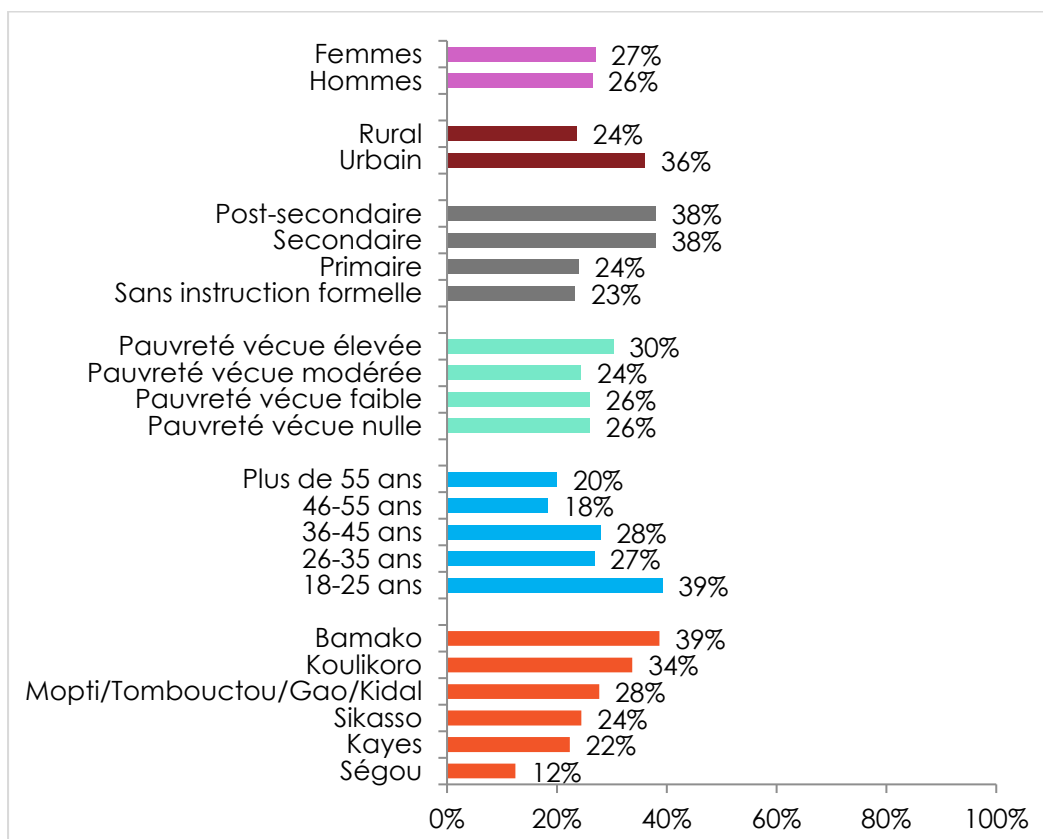
La tendance à ne « pas du tout » accorder de confiance au gouvernement pour assurer la sûreté des vaccins est plus prononcée chez les citadins (36%) que les villageois (24%), chez les plus jeunes (39% des 18-25 ans) que les plus âgées (18%-20% des plus de 45 ans), chez les non-nantis (30%) que les plus nantis (26%), chez les plus instruits (38%) que les non-instruits (23%) et chez les résidents de Bamako (39%) que ceux des autres régions du Mali (Figure 7).

Figure 6 : Confiance au gouvernement pour garantir la sûreté des vaccins anti-COVID-19 | Mali | 2022



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens maliens est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ?

Figure 7 : « Pas du tout confiance » au gouvernement pour garantir la sûreté des vaccins anti-COVID-19 | par groupe démographique | Mali | 2022



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens maliens est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ? (% qui disent « pas du tout confiance »)

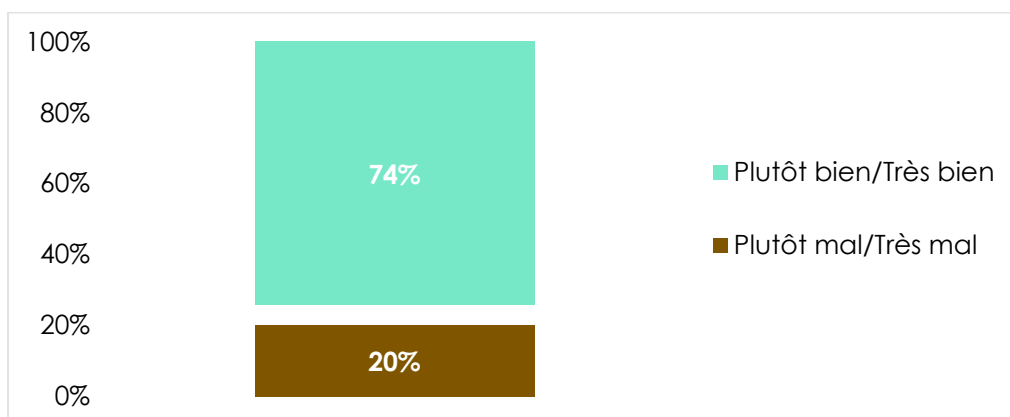
Gestion de la pandémie

Les Maliens sont globalement satisfaits de la gestion que fait leur gouvernement de la crise sanitaire de COVID-19. Trois quarts (74%) d'entre eux pensent que le gouvernement gère « plutôt bien » ou « très bien » la réponse à la pandémie de coronavirus (Figure 8).

Près de six citoyens sur 10 se disent satisfaits des efforts déployés par le gouvernement pour minimaliser les perturbations dans l'éducation des enfants (57%) et pour fournir des ressources convenables aux structures sanitaires pour faire face à la pandémie (58%) (Figure 9).

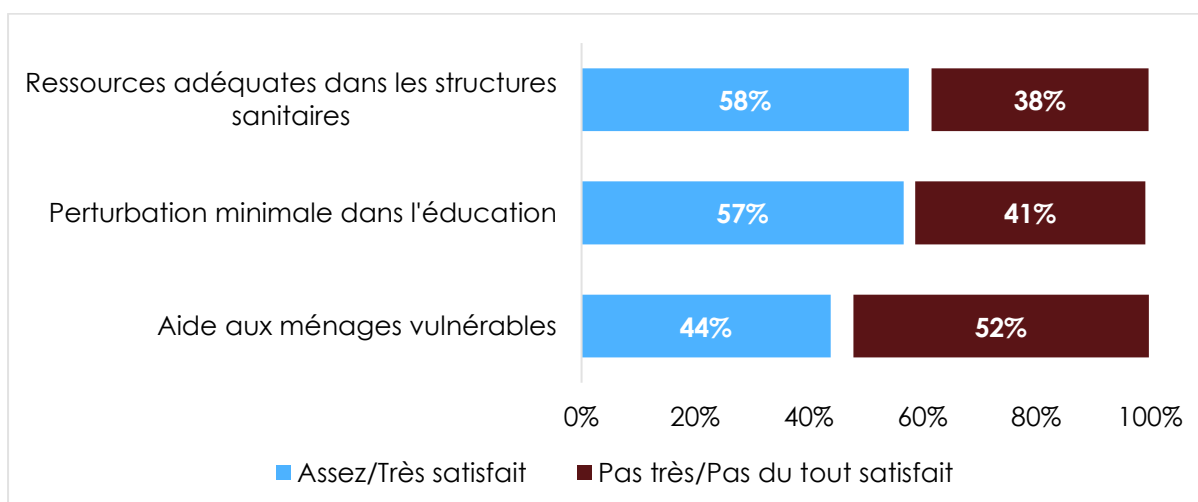
En revanche, plus de la moitié (52%) des citoyens se disent insatisfaits de l'assistance apportée aux ménages vulnérables par le gouvernement.

Figure 8 : Perception sur la gestion de la pandémie par le gouvernement | Mali | 2022



Question posée aux répondants : A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel conduit bien ou mal la gestion de la réponse de la pandémie de COVID-19 ?

Figure 9 : Satisfaction par rapport à certains aspects de la gestion de la COVID-19 par le gouvernement | Mali | 2022



Questions posées aux répondants : Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait de la réponse du gouvernement à la COVID-19 dans les domaines suivants :

Aider les ménages vulnérables ?

Veiller à ce que les perturbations dans l'éducation des enfants soient réduites au minimum ?

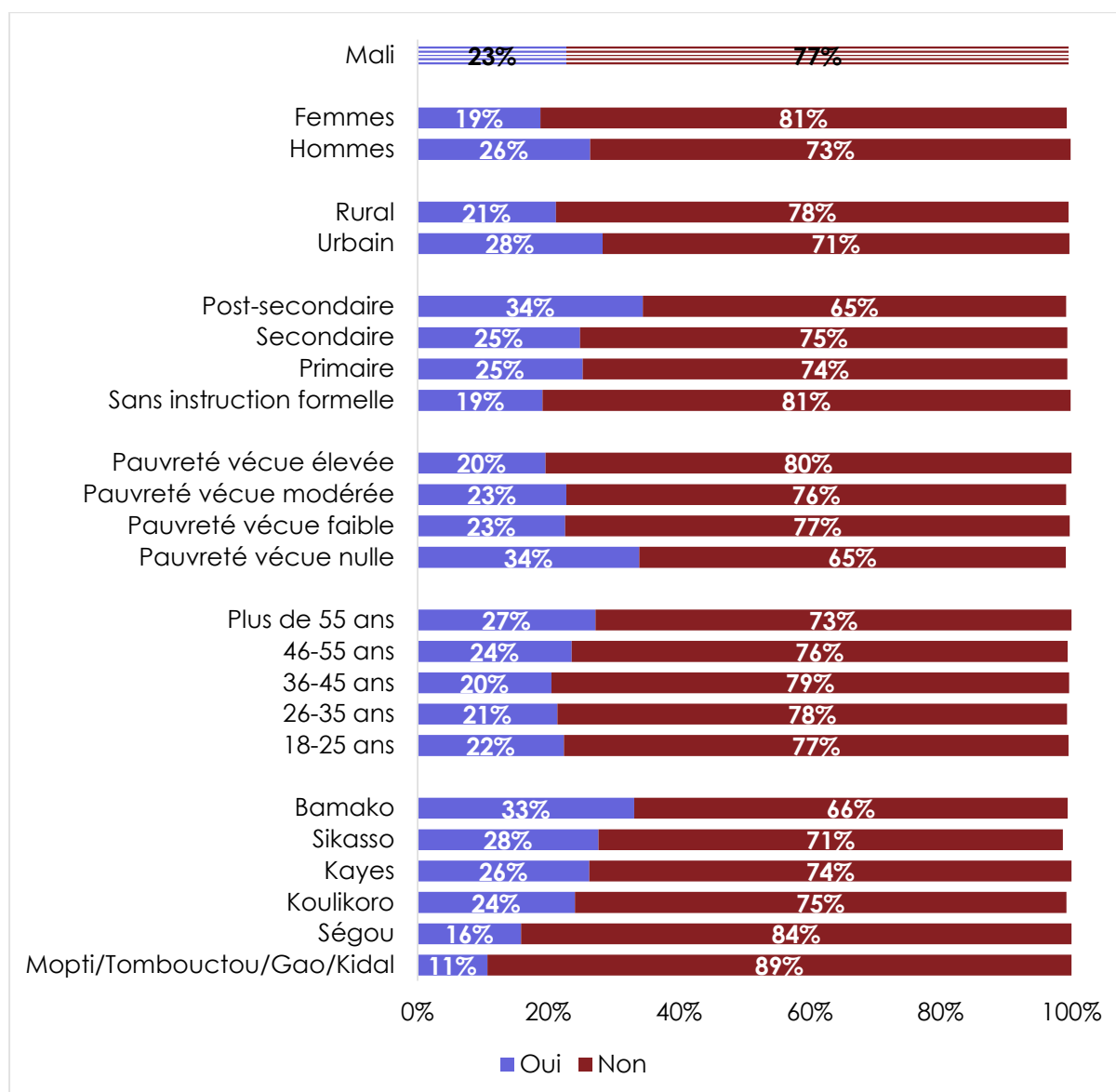
S'assurer que les établissements de santé disposent des ressources adéquates pour répondre à la pandémie de COVID-19 ?

Aide d'urgence durant la pandémie

Plus des trois quarts (77%) des Maliens déclarent que leur ménage n'a bénéficié d'aucune assistance du gouvernement relative à la COVID-19, pendant que 23% affirment en avoir reçu (Figure 10).

Les plus aisés (34%) semblent avoir plus bénéficié de l'aide d'urgence que les moins nantis (20%-23%), tout comme les plus instruits (34%) comparé aux non-instruits (19%). D'ailleurs, les hommes (26%), les citadins (28%), les plus âgés (27% des plus de 55 ans) et les résidents de Bamako (33%) ont plus souvent reçu une telle assistance que les femmes (19%), les ruraux (21%), les moins âgés (20%-24% des 18-55 ans) et les résidents des autres régions du pays.

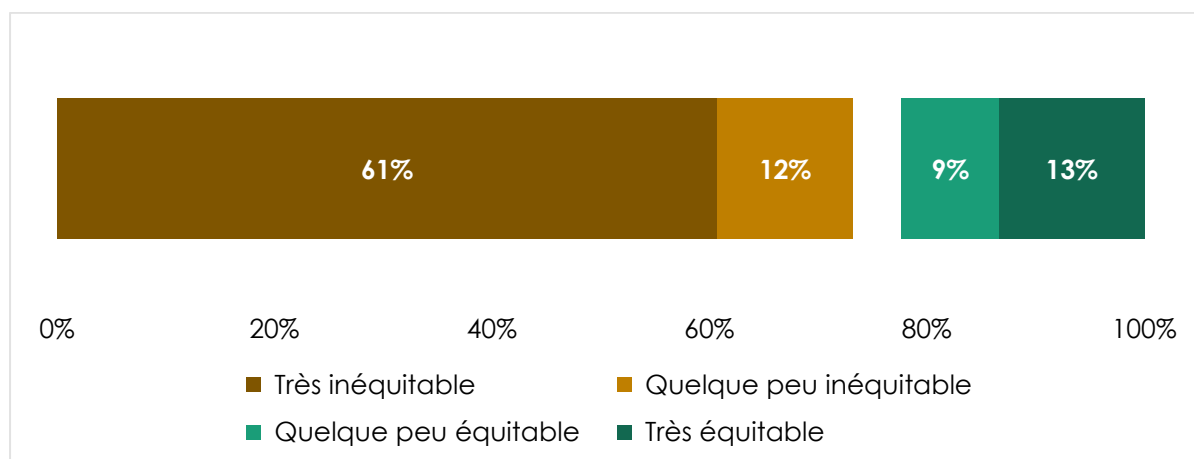
Figure 10 : Avoir bénéficié d'une assistance pendant la COVID-19 | par groupe démographique | Mali | 2022



Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ?

Bien que la majorité des Maliens pensent que le gouvernement gère bien la pandémie de COVID-19, près des trois quarts (73%) d'entre eux estiment que la distribution de l'aide gouvernementale aux personnes pendant la crise était inéquitable dont 61% « très inéquitable » (Figure 11).

Figure 11 : Perception sur l'équité dans la distribution de l'aide | Mali | 2022

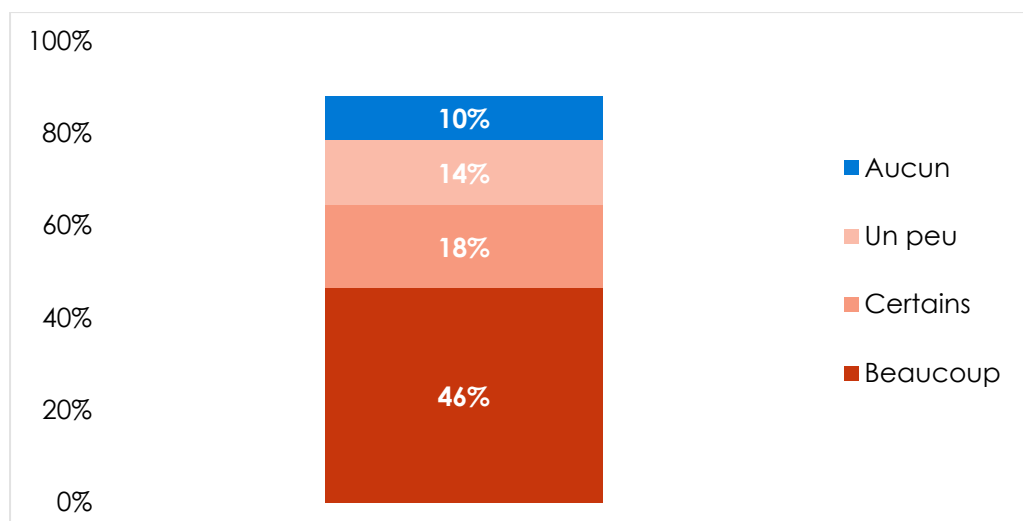


Question posée aux répondants : Pensez-vous que la distribution de l'aide gouvernementale aux personnes pendant la pandémie de COVID-19, par exemple par le biais des emballages alimentaires ou paiement en espèces, a été équitable ou inéquitable ?

Perception de détournement de ressources

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses conséquences socio-économiques, le gouvernement malien a alloué des fonds et ressources. Une large majorité (78%) des citoyens pensent que « beaucoup » (46%), « certains » (18%) ou « un peu » (14%) de ces fonds ont été perdus ou volés à cause de la corruption (Figure 12).

Figure 12 : Perception sur le détournement de moyens de lutte contre la COVID-19 | Mali | 2022



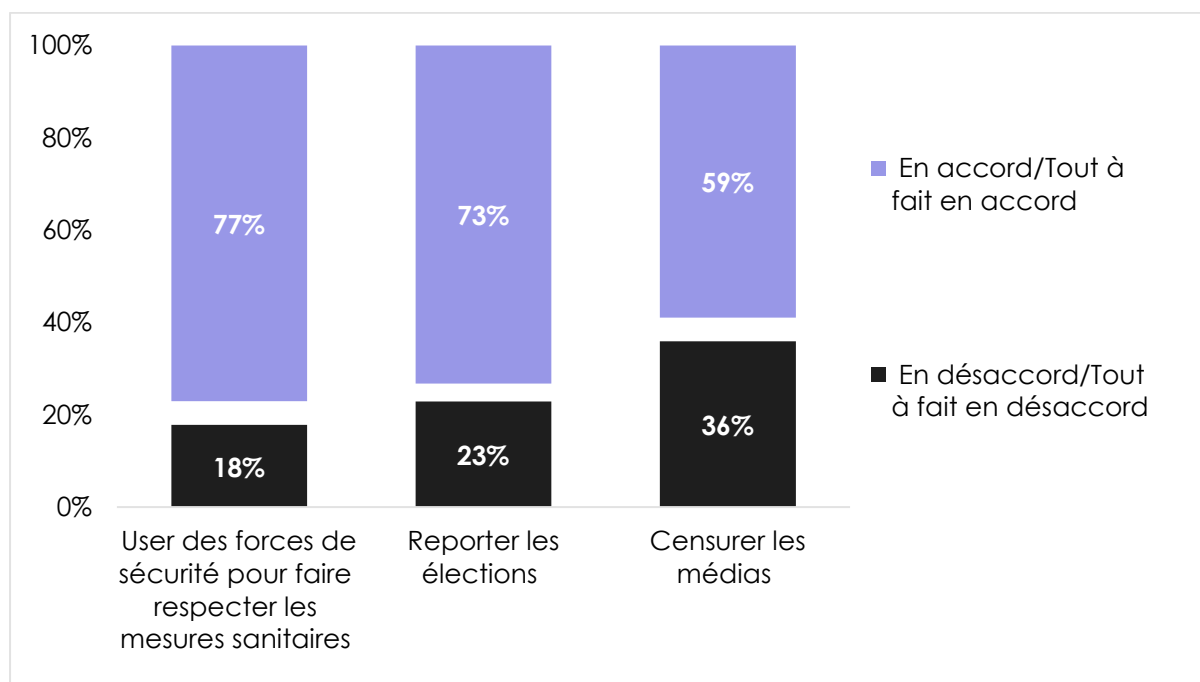
Question posée aux répondants : Considérant tous les fonds et ressources disponibles pour le gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de la COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption ?

Doit-on restreindre certaines libertés pendant une crise sanitaire ?

Des mesures parfois sévères ont été prises partout dans le monde pour contenir la propagation de la pandémie et réduire ses impacts. Les libertés des citoyens sont parfois mises en cause à travers ces mesures.

Au Mali, des majorités sont d'accord pour dire qu'il est justifié que le gouvernement use des forces de sécurité pour faire respecter les mesures sanitaires (77%), reporte les élections (73%) et censure les médias (59%) lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19 (Figure 13).

Figure 13 : Pandémie et démocratie | Mali | 2022



Questions posées aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes ?

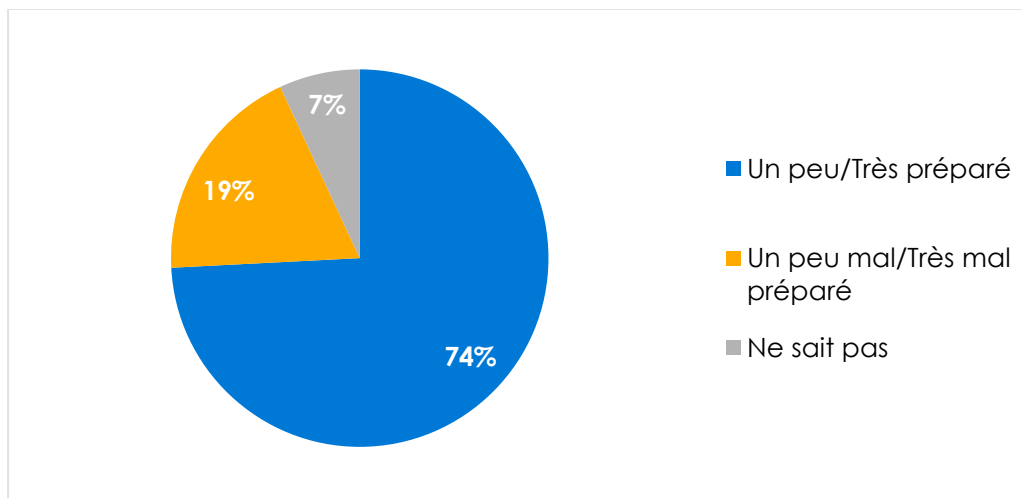
Préparation aux futures crises sanitaires

Avec l'expérience de la pandémie du coronavirus, dans quelle mesure l'État malien sera-t-il aguerri pour faire face aux éventuelles crises sanitaires ?

Les trois quarts (74%) des répondants trouvent que leur gouvernement est « un peu » ou « très » préparé pour faire face aux futures urgences sanitaires publiques (Figure 14).

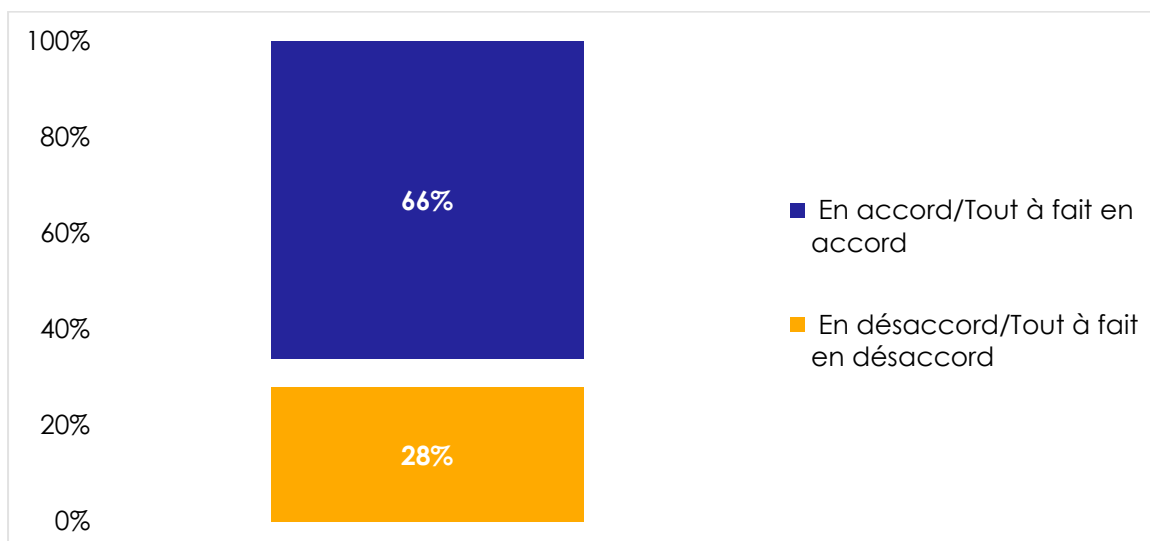
Cependant, deux tiers (66%) des répondants trouvent que le gouvernement doit investir plus de ressources sanitaires dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si c'est aux dépens des ressources d'autres services de santé (Figure 15).

Figure 14 : Préparation aux éventuelles urgences sanitaires | Mali | 2022



Question posée aux répondants : Après avoir vécu la pandémie de COVID-19 au Mali, dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement sera préparé ou non pour faire face aux futures urgences de santé publiques ?

Figure 15 : Faut-il investir plus dans la préparation aux urgences sanitaires ? | Mali | 2022



Question posée aux répondants : Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Notre gouvernement doit investir davantage de nos ressources de santé dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé ?

Conclusion

Globalement les Maliens se prononcent satisfaits de la manière dont leur gouvernement a géré la réponse à la pandémie de COVID-19, y compris les efforts pour minimaliser les perturbations dans l'éducation des enfants et pour fournir des ressources nécessaires aux structures sanitaires. Ils se disent prêts à accepter la restriction de certaines libertés par le gouvernement en temps de crise sanitaire.

Cependant, ils sont nombreux à trouver inadéquate et inéquitable la distribution de l'aide d'urgence aux ménages touchés par la pandémie, qui a plus bénéficié aux mieux nantis

qu'aux pauvres. Et la majorité parmi eux estiment que certains voire beaucoup de ressources destinées à la lutte contre la COVID-19 ont été perdues à cause de la corruption.

Beaucoup de citoyens restent méfiants vis-à-vis des vaccins anti-COVID-19 et de la capacité du gouvernement à garantir leur sûreté.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Africanews. (2022). Mali : 3 inculpations en lien avec la gestion d'un fonds anti-Covid-19. 24 novembre.
- Alfaro, L., & Jeong, S. (2020). COVID-19: The global shutdown. Harvard Business School Case 320-108.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2023). Tableau de bord des urgences sanitaires.
- Sissoko, A. (2022). Mali/Gestion transparente des fonds de lutte contre la Covid-19 : L'Oclei ouvre le débat. 22 juillet.
- Traoré, O. Z., & Diarra, D. (2021). Policy responses to COVID-19 and socio-economic vulnerability of households in Mali. INCLUDE. 4 mai.

Ousmane Z. Traoré est chercheur permanent au Groupe de Recherche en Économie Appliquée et Théorique (GREAT). GREAT est le partenaire national d'Afrobarometer au Mali. Email : ousmane@greatmali.net.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 587 | 9 janvier 2023